

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

*Documents officiels**



TROISIÈME COMMISSION
4e séance
tenue le
mardi 6 octobre 1987
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 4e SEANCE

Président : M. RITTER (Panama)

SOMMAIRE

POINT 87 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION DE LA DEUXIÈME
DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE : RAPPORTS DU
SECRETAIRE GENERAL (suite)

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : IMPORTANCE, POUR LA GARANTIE ET L'OBSERVATION
EFFECTIVES DES DROITS DE L'HOMME, DE LA REALISATION UNIVERSELLE DU DROIT DES
PEUPLES A L'AUTODETERMINATION ET DE L'OCTROI RAPIDE DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET
AUX PEUPLES COLONIAUX : RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL (suite)

POINT 92 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION
RACIALE (suite)

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la
délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef
de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza et également être portées
sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque
commission.

Distr. GENERALE
A/C.3/42/SR.4
23 octobre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

La séance est ouverte à 15 h 15.

POINT 87 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION DE LA DEUXIEME DECENNIE PE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE : RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL (suite) (A/42/3, A/42/492, A/42/493)

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : IMPORTANCE, POUR LA GARANTIE ET L'OBSERVATION EFFECTIVES DES DROITS DE L'HOMME, DE LA REALISATION UNIVERSELLE DU DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION ET DE L'OCTROI RAPIDE DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX : RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL (suite) (A/42/448)

POINT 92 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE (suite) (A/42/18, A/42/449, A/42/468 et Corr.1 et Add.1)

1. Mme CLARK (Nouvelle-Zélande) déclare que l'on ne peut débattre du racisme sans examiner en premier lieu le maintien de l'apartheid en Afrique du Sud, où le racisme, dans sa réalité la plus odieuse, est érigé en doctrine d'Etat et défendu par la force. Il est malheureusement peu probable que le Gouvernement sud-africain abandonne de son plein gré sa politique d'apartheid et, à moins qu'un grand nombre de pays adoptent des mesures efficaces, il sera pratiquement impossible de l'éliminer. La Nouvelle-Zélande a mis en oeuvre les mesures adoptées par les chefs de gouvernement du Commonwealth en 1985, a appliqué toutes les décisions et recommandations pertinentes du Conseil de sécurité et est disposée à appliquer intégralement toutes les sanctions imposées par ce dernier.

2. La Nouvelle-Zélande fait partie du Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers en Afrique du Sud, créé par l'Assemblée générale. Le fait que l'Afrique du Sud soit tributaire des importations de pétrole la rend sans aucun doute vulnérable, cependant, malgré l'embargo, elle continue de recevoir des produits pétroliers. Aussi longtemps que tous les pays qui maintiennent des relations commerciales importantes avec l'Afrique du Sud n'appliquent pas effectivement et strictement l'embargo ainsi que les autres mesures qui ont déjà recueilli un large appui, on ne peut guère espérer que la pression internationale contraigne le Gouvernement sud-africain à négocier une solution juste et durable avec la participation des représentants authentiques de la majorité noire du pays.

3. Les sociétés qui respectent l'égalité et ne pratiquent pas la discrimination se doivent aussi d'exercer une vigilance constante et de prendre sans cesse des mesures pour garantir l'application de ces principes. La Nouvelle-Zélande s'acquitte très scrupuleusement de l'obligation qui lui incombe en sa qualité de Membre de l'Organisation des Nations Unies, à savoir d'oeuvrer pour éliminer la discrimination raciale dans la société néo-zélandaise. Au cours des 12 derniers mois, la Nouvelle-Zélande a été le théâtre de nombreux événements et a connu une transformation sociale rapide, dont la "renaissance" maorie, qui a joué un rôle catalytique. Le peuple maori est vigoureusement intervenu pour la défense de sa culture, de sa langue et de ses valeurs dans la société néo-zélandaise; cette attitude donne une leçon pratique d'égalité raciale étendue à tous les groupes ethniques, y compris les groupes minoritaires.

(Mme Clark, Nouvelle-Zélande)

4. Nous n'avons pas tous réagi de la même manière devant la nécessité d'intégrer les deux cultures les plus importantes de Nouvelle-Zélande. Ceci tient à de nombreuses raisons, notamment la peur et l'ignorance. Le Gouvernement néo-zélandais espère que le dialogue public et honnête qui se déroule dans la presse, à la télévision, dans les écoles et autres tribunes publiques, avec la participation de tous les secteurs de la société, finira par éliminer peur et préjugés.

5. Au cours de l'année écoulée, le Gouvernement néo-zélandais a notamment adopté un amendement à la loi relative au Traité de Waitangi, signé en 1840 entre les représentants de la Couronne britannique et le peuple maori. En 1975, un tribunal a été créé pour examiner les réclamations ayant trait aux violations du Traité éventuellement commises par la Couronne et formuler des recommandations à cet égard. L'amendement de 1987 déclare la rétroactivité de la juridiction du Tribunal jusqu'en 1840 et dispose que les Maoris peuvent présenter des demandes pour les préjudices découlant de l'application de toute loi, politique ou décret de la Couronne britannique à compter de cette date. En outre, le Parlement a récemment adopté une loi en vertu de laquelle la langue maorie est reconnue comme langue officielle du pays. Il convient de signaler également la création du Ministère des affaires des Iles du Pacifique, chargé d'apporter un appui aux divers groupes raciaux vivant dans des îles rattachées à la Nouvelle-Zélande.

6. La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale est le fondement de tous les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies contre la discrimination. La Nouvelle-Zélande est fière de compter parmi les Etats parties à la Convention et fait en sorte que les principes énoncés dans cette convention se traduisent dans l'esprit et la lettre de sa législation. Les travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale sont un élément essentiel de la lutte menée par la communauté internationale contre la discrimination raciale. Il est regrettable cependant que l'on n'ait pas encore réussi à résoudre les difficultés auxquelles se heurte le Comité et qui ont fait l'objet d'un long débat au sein de la Troisième Commission, à savoir l'insuffisance de fonds pour couvrir le coût des réunions du Comité et les retards dans la présentation des rapports.

7. Le fait que certains Etats parties ne versent pas leurs contributions nuit à l'efficacité du Comité qui ne peut respecter la périodicité de ses réunions. Sur les 204 000 dollars que représentent les contributions de 1986 et des années antérieures, il reste encore 151 000 dollars à verser. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'examiner la possibilité d'autoriser le Secrétaire général de continuer à payer les frais des membres du Comité, c'est-à-dire revenir à la pratique appliquée avant la crise financière de l'Organisation. La Nouvelle-Zélande ne pense pas que ce soit là une solution au problème. La crise financière de l'Organisation n'est pas encore résolue et il s'agit en plus dans ce cas d'une question de principe. En vertu de la Convention, les Etats parties s'engagent à assumer les frais des membres du Comité dans l'exercice de leurs fonctions et tout manque à cette obligation ne peut être pris à la légère. Il faut espérer que les Etats parties sauront, par le paiement de leurs contributions respectives, s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de leur adhésion à la Convention.

(Mme Clark, Nouvelle-Zélande)

8. La question des rapports en attente, dont le nombre s'élève actuellement à 135, est encore aggravée par les difficultés que rencontre le Comité pour se réunir. Pour des raisons financières, la session du Comité qui se tient en août n'a duré qu'une semaine au lieu de trois et il n'a pas été possible d'examiner les 42 rapports intérimaires des Etats parties dont le Comité était saisi. Si les rapports ne sont ni présentés ni examinés en temps voulu, le mécanisme de présentation perd toute sa raison d'être. La Nouvelle-Zélande espère que les experts du Comité appuieront la proposition relative à la présentation des rapports, approuvée en avril par les Etats parties, à savoir que ces derniers, après avoir présenté leurs rapports initiaux complets, ne présenteront des rapports additionnels qu'une fois sur deux et ne communiqueront dans l'intervalle que des renseignements succincts. Cette mesure contribuera à résoudre le problème posé par l'accumulation des rapports et à maintenir la confiance dans le mécanisme de présentation de ces rapports et par conséquent dans les travaux du Comité.

9. La Charte des Nations Unies proclame le droit des peuples à l'autodétermination mais il existe encore des régions où le processus de décolonisation n'est pas terminé. C'est le cas notamment de la Namibie, occupée illégalement par le Gouvernement sud-africain en violation flagrante des principes consacrés par la Charte. Le Gouvernement néo-zélandais n'acceptera aucune solution qui ne soit pas la pleine application du plan de l'Organisation des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie, contenu dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

10. A sa quarante et unième session, l'Assemblée générale a inscrit la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes. Au mois d'août dernier, le Comité de la décolonisation a réaffirmé le droit inaliénable de la population de Nouvelle-Calédonie à la libre détermination, conformément aux dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. La Nouvelle-Zélande appuie vigoureusement cette résolution du Comité.

11. Mme BARROW (Barbade) fait observer que si les faits comptent plus que les paroles, il convient toutefois dans certains cas de reconnaître l'utilité des arguments pour faire comprendre l'importance d'une action décisive en matière de discrimination raciale, d'apartheid et d'autodétermination.

12. Quant à la proposition tendant à écourter d'une journée l'examen de ces points pour consacrer une journée supplémentaire à la question des droits de l'homme, la représentante de la Barbade, tout en reconnaissant l'importance cruciale de cette question, estime que les questions dont la Commission est actuellement saisie exigent la plus grande attention. De toute manière, les deux groupes de questions sont à l'évidence étroitement liés. Rien n'est plus tragique que de se voir refuser l'exercice des droits de l'homme les plus fondamentaux en raison de la couleur de sa peau. Rien n'est plus révoltant que de vivre dans son propre pays privé du droit de vote et d'autres droits fondamentaux essentiels à l'autodétermination.

13. L'institutionnalisation de l'apartheid a été l'objet de nombreux débats mais on n'insistera jamais assez sur son aspect humain et, en particulier, sur les

(Mme Barrow, Barbade)

répercussions de l'apartheid sur les deux groupes qui préoccupent le plus la Commission, à savoir les femmes et les enfants. Non seulement l'apartheid est inscrit dans la législation, mais il affecte profondément la vie des individus. Par exemple, la population noire n'a pas droit à une vie décente parce que les zones qui lui sont assignées ne sont que des bidonvilles déshumanisants. A cause de la couleur de sa peau, cette population doit se contenter de salaires de misère. C'est pourquoi la réalité de l'apartheid dépasse toute expression. Quiconque s'oppose au système est obligé de se cacher pour ne pas être arrêté, les enfants sont séparés de leurs parents. Au cours des 11 derniers mois, 12 000 enfants ont disparu; ils ont été retirés à leur famille pour suivre des programmes de rééducation car on prétend que, entre 7 et 14 ans, les enfants n'ont pas besoin de leurs parents et que l'Etat peut se charger de leur éducation comme il l'entend.

14. On ne peut ni atténuer ni améliorer l'apartheid tant que reste en vigueur la législation qui le soutient et tant qu'il y aura des détenus et que sera bannie la liberté de pensée. Il faut joindre l'action à la parole et essayer d'adopter des mesures concrètes. En ce sens, l'opinion de tous les Etats, grands ou petits, est également importante.

15. En ce qui concerne la décolonisation, il convient de tenir compte de l'évolution de la situation en Namibie et, plus récemment, en Nouvelle-Calédonie. La Commission ne peut être efficace que si tous les pays industrialisés et en développement concrétisent leurs intentions et rappellent à ceux qu'il semble impossible de convaincre que les résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies concernent en premier lieu des êtres humains.

16. Mme GORBUNOVA (République socialiste soviétique de Biélorussie) évoque les nombreux succès obtenus par l'Organisation dans les domaines de la décolonisation et de la lutte contre la discrimination raciale et le racisme. En Biélorussie, comme dans les autres pays socialistes, la situation à cet égard est extrêmement satisfaisante car on a éliminé l'exploitation de l'homme par l'homme, le chômage, l'oppression ethnique, la pauvreté et l'analphabétisme et toutes les ethnies jouissent de leurs droits et libertés fondamentaux. La révolution soviétique a permis de consolider l'égalité des peuples.

17. La campagne contre le racisme est essentielle à l'instauration de relations internationales fondées sur la confiance mutuelle. De l'avis des pays socialistes, il importe aujourd'hui plus que jamais d'établir une coopération fructueuse entre tous les gouvernements, les organisations internationales et les mouvements qui s'intéressent à l'avenir du monde. Tous les Etats doivent adopter des mesures concrètes à l'échelon national et coopérer à l'échelon international afin d'éliminer l'apartheid et les autres formes de discrimination raciale.

18. Ayant ratifié et signé tous les instruments internationaux élaborés dans ce domaine, la Biélorussie, qui respecte leurs dispositions, estime avoir une autorité morale suffisante pour inviter instamment les autres Etats à en faire de même et inciter les pays qui ne sont pas encore parties à ces instruments à y adhérer, de façon à garantir l'application universelle des normes qu'ils énoncent.

(Mme Gorbunova, RSS de Biélorussie)

19. La communauté internationale a réalisé de grands efforts pendant la première Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et au début de la deuxième; pourtant, l'objectif fixé n'a pas encore été atteint : des millions d'hommes continuent d'être victimes de l'inégalité. Même dans certains pays qui se prétendent démocratiques, il existe des manifestations de racisme. L'Afrique du Sud continue d'appliquer sa politique d'apartheid, la forme la plus odieuse de racisme. Dans ce contexte et compte tenu de la situation toujours plus explosive qui prévaut en Afrique australe, la résolution 1987/2 du Conseil économique et social revêt une grande importance car cet organe y a décidé d'accorder en priorité une attention particulière aux activités concrètes prévues dans le Programme d'action pour la deuxième Décennie.

20. Au-delà des grands discours, c'est la position des Etats à l'égard de l'apartheid qui indique leur véritable attitude devant les violations les plus graves des droits de l'homme. Selon le rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (A/42/449, par. 6), cette convention ne compte à l'heure actuelle que 85 ratifications ou adhésions. La délégation biélorussienne appuie la résolution 1987/12 de la Commission des droits de l'homme, dans laquelle les Etats sont instamment priés de ratifier les instruments internationaux visant à éliminer le racisme et la discrimination raciale ou d'y adhérer, et de les appliquer. Il faut appuyer la Convention et donner effet à ses dispositions pour assurer l'efficacité de cet instrument. Comme il ressort du rapport du Groupe des Trois, constitué en vertu de la Convention (E/CN.4/1984/28), il importe que la Convention soit ratifiée par les Etats qui ont juridiction sur les sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud et en Namibie. Du fait de leur complicité dans l'exploitation raciste de l'Afrique du Sud et de la Namibie et des diverses formes d'assistance qu'elles fournissent au régime raciste, ces sociétés doivent être considérées comme coupables du crime d'apartheid par les Etats parties à la Convention, conformément au paragraphe 2 de l'article premier.

21. La République socialiste soviétique de Biélorussie estime qu'il est nécessaire d'appliquer les décisions des organes des Nations Unies concernant l'Afrique du Sud et elle appuie la juste demande des pays africains et autres Etats tendant à ce que le Conseil de sécurité applique à l'encontre de l'Afrique du Sud les mesures coercitives prévues au Chapitre VII de la Charte. Il importe de donner effet à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité concernant l'indépendance de la Namibie. La délégation biélorussienne appuie également le communiqué adopté le 21 août 1987 par le Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés (A/42/520).

22. Pendant le reste de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, il sera particulièrement important de tenir des auditions publiques sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie et de poursuivre des études comme celle qu'a effectuée le Rapporteur spécial, M. H. Hammed Khalifa (E/CN.4/Sub.2/1987/8/Rev.1). L'application du Programme d'action de la deuxième Décennie ne devrait pas être entravée par les difficultés financières de l'Organisation.

(Mme Gorbunova, RSS de Biélorussie)

23. La République socialiste soviétique de Biélorussie appuie fermement les mouvements de libération nationale des peuples qui luttent pour leur indépendance et leur autodétermination. L'African National Congress (ANC), qui vient de célébrer son soixante-quinzième anniversaire, se signale par la détermination avec laquelle ses membres luttent pour une pleine égalité. La communauté internationale exige la libération de M. Nelson Mandela, dirigeant de l'ANC détenu depuis déjà 25 ans, et proteste devant l'arrestation récente de dirigeants de la South West Africa People's Organization (SWAPO) et d'organisations syndicales. L'appui résolu aux mouvements de libération nationale et aux Etats de première ligne doit constituer une partie importante du Programme d'action.

24. La République socialiste soviétique de Biélorussie appuie le projet de plan des activités à entreprendre durant la seconde moitié de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, 1990-1993, proposé par le Secrétaire général (A/42/493, chap. IV). Elle espère que l'application de ce plan contribuera à l'élimination de l'apartheid en Afrique australe et à la suppression des vestiges du colonialisme, permettra au peuple arabe de Palestine d'accéder à la souveraineté et à l'autodétermination et développera les relations de respect mutuel entre les Etats. En améliorant la condition sociale de millions de personnes, le Plan d'action permettra de renforcer l'autorité de l'Organisation des Nations Unies.

25. M. BOSLEY (Canada) dit que le problème du racisme et de la discrimination raciale n'est pas une question juridique ou constitutionnelle parce que tous les Etats membres de la Commission condamnent la pratique du racisme en tant que politique nationale; il s'agit plutôt d'une question morale dont la solution réside dans l'éducation, la modification des mentalités et une prise de conscience de l'égalité des droits de tous les êtres humains. Bien que l'on ait beaucoup progressé dans ce sens, il reste encore un long chemin à parcourir.

26. S'agissant des difficultés financières qui affectent les réunions du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, il faut s'efforcer de les résoudre avec énergie et imagination pour qu'elles n'empêchent pas d'atteindre les objectifs globaux du Comité.

27. Passant à la question de l'apartheid, le représentant du Canada fait observer que l'Afrique du Sud est le seul pays où le racisme est érigé en politique nationale car la race continue à y être le fondement de flagrantes inégalités sociales, économiques et politiques. La politique du Canada à l'égard de l'apartheid est dépourvue de toute ambiguïté et le Premier Ministre canadien, M. Brian Mulroney, a condamné ce système qu'il a qualifié de foncièrement mauvais. Il faut faire pression sur le Gouvernement sud-africain pour qu'il adopte des mesures importantes tendant à démanteler le système d'apartheid et entame des négociations avec des représentants authentiques de la population noire, en vue de former un gouvernement non racial et représentatif. La communauté internationale doit faire clairement comprendre au Gouvernement sud-africain cette position, par son action collective au sein de l'Organisation des Nations Unies et d'autres instances multilatérales comme le Commonwealth et la Francophonie, ainsi qu'au niveau des relations bilatérales entre chaque pays et l'Afrique du Sud.

(M. Bosley, Canada)

28. Pour sa part, le Canada a appliqué toutes les sanctions recommandées lors des conférences des chefs d'Etat et de gouvernement du Commonwealth, tenues à Nassau et à Londres; il accorde aux victimes de l'apartheid des bourses, une aide juridique et d'autres formes d'assistance, dans le cadre de programmes directs ou multilatéraux, et il apporte une contribution importante aux efforts faits par les Etats de première ligne pour développer leur économie et réduire leur dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud. Le Canada a récemment accueilli le deuxième Sommet de la Francophonie, qui a condamné l'apartheid et a établi un nouveau programme de bourses destiné aux Noirs sud-africains. L'analyse des divers moyens de lutte contre l'apartheid sera également une question prioritaire lors de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des pays du Commonwealth, qui doit avoir lieu la semaine suivante à Vancouver.

29. M. QUINN (Australie) souligne le rôle important que l'Organisation des Nations Unies a joué sur le plan historique en faveur de l'autodétermination et de l'élimination de la discrimination raciale. Le processus de décolonisation est pratiquement terminé mais il reste encore des problèmes importants à résoudre. En particulier, l'Australie déplore que l'Afrique du Sud ne respecte pas la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité et que l'on ait établi un lien entre les négociations concernant l'application de cette résolution et la présence de personnel cubain en Angola. Elle se préoccupe également du sort des Namibiens qui luttent pour surmonter tous les obstacles qui les empêchent d'exercer leurs libertés et leurs droits de l'homme fondamentaux.

30. S'agissant du problème du Moyen-Orient, il est bien établi que l'Australie appuie le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et, s'il le souhaite, à l'indépendance et à la possibilité d'établir son propre Etat. En même temps, il faut reconnaître le droit d'Israël à exister à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, conformément aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité.

31. Il est déplorable que l'on continue à refuser au peuple kampuchéen le droit à l'autodétermination. La tragédie des réfugiés kampuchéens, particulièrement ceux qui se trouvent dans les camps situés le long de la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchéa, met en évidence la profonde aversion qu'inspire la présence vietnamienne. L'Australie a essayé de faciliter l'adoption d'une solution acceptable pour toutes les parties, fondée sur le retrait des troupes vietnamiennes et des mesures visant à empêcher le retour de Pol Pot.

32. En ce qui concerne l'Afghanistan, il faut louer les efforts déployés par le Secrétaire général pour trouver une solution politique à un problème qui ne sera définitivement résolu que lorsque l'Union soviétique se sera retirée de ce pays, conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies. L'Australie déplore les lourdes pertes humaines et matérielles occasionnées par le conflit et se doit de signaler l'effort humanitaire que la présence de millions de réfugiés exige du Pakistan.

(M. Quinn, Australie)

33. En ce qui concerne la discrimination raciale, l'Organisation a axé ses activités sur l'apartheid. La Troisième Commission peut apporter une contribution importante à cet égard si elle s'occupe en priorité de la situation tragique des Sud-Africains qui luttent pour affirmer leurs libertés et droits fondamentaux. L'Australie est intervenue directement dans divers cas mettant en cause les droits de l'homme et elle n'oublie pas la nécessité d'appuyer ceux qui luttent courageusement contre l'apartheid et défendent les droits de ses victimes. Elle a aussi tenté d'améliorer le sort de la population noire de l'Afrique du Sud et de la Namibie et de promouvoir l'éducation et la formation grâce à un programme quinquennal d'assistance, d'une valeur de 5 millions de dollars australiens. Ces activités bilatérales constituent un complément important aux mesures multilatérales dont l'Australie appuie l'application. Quant aux effets des restrictions imposées aux médias par les autorités sud-africaines, l'Australie regrette ces graves atteintes à la liberté de la presse qui compromettent la campagne d'information de l'opinion mondiale.

34. Toutes les sociétés sont touchées dans une certaine mesure par le fléau du racisme. C'est pourquoi il est préoccupant de noter que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale est paralysé du fait que les Etats parties ne versent pas les contributions qui leur incombent en vertu de la Convention. La solution consistant à utiliser les ressources du budget ordinaire pour financer le Comité n'est pas acceptable car les pays qui satisfont à leurs obligations financières devraient ainsi payer, outre leurs contributions au budget ordinaire, des contributions spéciales pour cet organe. En tant que coauteur de la résolution 41/105 de l'Assemblée générale, l'Australie appuie pleinement les initiatives prises par la Yougoslavie pendant la quarante et unième session pour résoudre concrètement ce problème. Elle compte participer à l'élaboration d'une nouvelle résolution sur la question, pour la soumettre pendant la session en cours. S'agissant du système de présentation des rapports par le Comité, le représentant de l'Australie se félicite de ce que le changement proposé par son Pays ait été appuyé lors de la réunion tenue au mois d'avril et espère que, grâce aux réformes prévues, on obtiendra de meilleurs résultats dans ce domaine important.

35. Depuis 1983, l'Australie a essayé de maintenir le consensus à propos de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et elle a appuyé l'orientation pratique des activités, adoptée par le Secrétariat. Il faut féliciter ce dernier des ajustements qu'il a opérés pour tenir compte des suggestions et opinions formulées à propos des activités à entreprendre au cours de la deuxième moitié de la Décennie. Il est logique et utile de coordonner avec la Décennie toutes les activités menées par l'Organisation dans le domaine de la discrimination raciale et de l'apartheid, comme l'a fait le Secrétaire général dans son rapport. A ce propos, il faut tenir compte, dans l'examen qu'effectue la Commission spéciale du Conseil économique et social, de la nécessité d'améliorer la coordination entre les divers organismes qui s'occupent des problèmes du racisme. La délégation australienne regrette que le montant des dépenses globales de l'Organisation dans ce domaine n'ait pas encore été communiqué, alors qu'elle a demandé ce chiffre en maintes occasions.

(M. Quinn, Australie)

36. Les activités concernant l'élaboration de matériels d'enseignement, auxquelles l'Australie participe activement, peuvent contribuer à développer la tolérance et la compréhension chez les jeunes. Le Secrétariat doit soumettre le 10 décembre la documentation relative aux droits de l'homme; il serait bon que les délégations présentent à cette occasion leurs observations concernant d'autres activités d'information liées à la lutte contre le racisme. Compte tenu des maigres ressources disponibles, il faut donner la priorité à des activités concrètes telles que le cours de formation à l'intention des rédacteurs de lois, organisé à New York, la préparation du guide de procédures de recours à l'usage des victimes de la discrimination raciale et l'établissement d'un recueil de lois types.

37. Les activités proposées dans le cadre de la Décennie pour 1990-1991 et 1992-1993 exigent un examen attentif. Par exemple, il faudrait réévaluer l'importance que l'on accorde aux séminaires, alors que les stages de formation ont un meilleur rapport coût-efficacité. Certaines des propositions semblent manquer de précision et de pragmatisme. A ce sujet, il faut citer les alinéas f) et g) de la liste d'activités qui devraient figurer dans le projet de budget-programme pour 1990-1991 (A/42/493, par. 56). La délégation australienne espère que le programme pour la Décennie, notamment les éléments qui figureront dans les budgets à venir, sera modifié et redéfini en tenant compte des nouvelles contributions des délégations et des observations formulées à ce sujet pendant les débats de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social.

La séance est levée à 16 h 20.